

## COMPTE-RENDU DU FORUM CONSULTATIF DE HAUT NIVEAU DE L'IRENA SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE: 8-9 JUILLET 2011

Le Forum consultatif de haut niveau sur les énergies renouvelables en Afrique de l'Agence internationale pour l'énergie renouvelable (IRENA) a eu lieu les 8 et 9 juillet 2011 à l'hôtel Sheraton d'Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU). La réunion a rassemblé 25 ministres africains, 181 délégués de gouvernements et 45 représentants d'organisations internationales, africaines, industrielles et non gouvernementales.

Le Forum avait pour but de discuter et d'étoffer le Programme de travail de l'IRENA pour l'Afrique au vu des défis spécifiques de mise en œuvre que posent les technologies d'énergie renouvelable en Afrique, ainsi que d'élaborer des approches pratiques pour générer les politiques indispensables et l'information, le conseil et la capacité techniques requis pour soutenir un déploiement extensif des énergies renouvelables en Afrique.

Les participants ont débattu de questions telles que les opportunités et défis de l'énergie renouvelable en Afrique; les partenariats stratégiques et les moyens de stimuler les priorités africaines en termes d'énergies renouvelables en partenariat avec l'IRENA; les bonnes pratiques et les défis de la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables; la préparation du terrain pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables en Afrique; et les opportunités offertes par les forums internationaux, comme la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (CNUDD ou Rio+20) et la 17<sup>ème</sup> réunion de la Conférence des Parties (CdP 17) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui se tiendra en novembre 2011 à Durban, en Afrique du Sud.

Le Forum a donné lieu au Communiqué d'Abu Dhabi sur les énergies renouvelables pour accélérer le développement de l'Afrique.

## BREF HISTORIQUE DE L'IRENA

Les statuts de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA) ont été adoptés le 26 janvier 2009, et sont entrés en vigueur le 8 juillet 2010. L'IRENA a pour objectif de promouvoir l'adoption généralisée et accrue et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergie renouvelable. Cent quarante-huit pays et l'Union européenne (UE) sont signataires de l'IRENA et ses statuts ont été ratifiés par 76 États et l'UE.

**CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE:** La Conférence préparatoire pour la création de l'IRENA a eu lieu les 10 et 11 avril 2008, à Berlin, en Allemagne. Delegates from 60 countries expressed support for the creation of an international

### DANS CE NUMÉRO

Bref Historique de l'IRENA . . . . .	1
Compte-Rendu de la Réunion . . . . .	2
Opportunités et défis des énergies renouvelables en Afrique: Plaidoyer pour l'action . . . . .	3
Partenariats stratégiques pour les énergies renouvelables en Afrique . . . . .	4
Les meilleures pratiques et les défis de la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables . . . . .	4
Mettre en avant les priorités africaines en termes d'énergies durables en partenariat avec l'IRENA . . . . .	5
Préparer le terrain pour un déploiement accéléré des énergies renouvelables en Afrique . . . . .	6
Dialogue sur les opportunités pour une mise en œuvre effective du programme de travail de l'IRENA en Afrique . . . . .	7
Session de Clôture . . . . .	8
Réunions à Venir . . . . .	9
Glossaire . . . . .	10

agency for renewable energies, and discussed issues such as objectives, activities, organizational structure, and financing for the new agency. Les délégués de 60 pays ont exprimé leur soutien à la création d'une agence internationale pour les énergies renouvelables, et ont débattu des questions telles que les objectifs, les activités, la structure organisationnelle et le financement de la nouvelle agence.

**ATELIERS PRÉPARATOIRES:** Deux ateliers préparatoires ont été organisés sur l'IRENA à Berlin, en Allemagne, le 30 juin et le 1er juillet 2008, et ont porté essentiellement sur le Programme de travail de l'IRENA, ses statuts et son financement.

**DERNIÈRE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE:** Cette réunion a eu lieu les 23 et 24 octobre 2008, à Madrid, en Espagne. Les délégués ont conclu les discussions sur les statuts de l'IRENA et ont résolu les questions telles que le financement, les critères et les procédures de sélection du Directeur général par intérim, et le siège provisoire, ainsi que la conception de la phase initiale de l'IRENA.

**CONFÉRENCE FONDATRICE:** La Conférence fondatrice de l'IRENA a eu lieu le 26 janvier 2009, à Bonn, en Allemagne, où 75 pays ont signé les statuts de l'IRENA.

**PREPCOM1:** La première Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie le 27 janvier 2009 à Bonn, en Allemagne, à la suite de la Conférence fondatrice. Les délégués ont examiné les prochaines étapes pour l'IRENA et ont créé un comité pour la sélection du Directeur général par intérim et un comité pour la sélection du siège provisoire. La Commission a également créé un comité de gestion présidé par l'Allemagne, pour faciliter l'efficacité du travail de la Commission, y compris en aidant à l'organisation des sessions ordinaires et en contribuant à l'élaboration des documents pertinents.

**PREPCOM 2:** La deuxième Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie les 29 et 30 juin 2009 à Sharm el Sheikh, en Égypte, pour trancher la question concernant le siège provisoire et le Directeur général par intérim de l'IRENA. Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU), a été désignée comme siège provisoire et Hélène Pelosse (France) a été nommée Directrice générale par intérim. Les délégués ont également décidé que la ville de Bonn, en Allemagne, abriterait le Centre d'Innovation et de Technologie de l'IRENA, et que Vienne, en Autriche, serait le siège du bureau de liaison de l'IRENA pour la coopération avec les autres organisations qui mènent des activités dans le domaine des énergies renouvelables. Les délégués ont en outre examiné des questions telles que le premier programme de travail, le règlement financier, le statut du personnel et le budget.

**PREPCOM 3:** La troisième Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie le 17 janvier 2010 à Abu Dhabi, EAU. Les délégués ont achevé le budget et le programme de travail de l'IRENA pour 2010, ainsi que d'autres mesures pour rendre l'IRENA opérationnelle.

**PREPCOM 4:** La quatrième Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie les 24 et 25 octobre 2010, à Abu Dhabi, EAU. The Commission accepted the resignation of Hélène Pelosse as Interim Director-General, and appointed Adnan Amin (Kenya) to the position until the first session of the Assembly.

La Commission a accepté la démission d'Hélène Pelosse comme Directrice générale par intérim et a nommé Adnan Amin (Kenya) à ce poste, en attendant la première session de l'Assemblée.

**PREPCOM 5:** La cinquième Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie le 3 avril 2011, à Abu Dhabi, EAU. La Commission a finalisé les préparatifs et les mesures de transition en vue de la première Assemblée de l'IRENA, et a proposé qu'Adnan Amin soit le Directeur général désigné pendant l'Assemblée.

**PREMIÈRE ASSEMBLÉE:** La première session de l'Assemblée de l'IRENA s'est tenue les 4 et 5 avril 2011 à Abu Dhabi, EAU. L'Assemblée s'est concentrée, entre autres choses, sur l'élection du Conseil; le programme de travail et le budget pour 2011; les règles de procédure; des accords transitionnels; les questions financières et relatives au personnel; et l'organisation de la deuxième session de l'Assemblée. L'Assemblée comprenait un Segment de haut niveau auquel ont participé plus de 50 ministres.

## COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION

Vendredi 8 juillet 2011 au matin, Katie Fielder, Dubai One TV, a souhaité la bienvenue aux délégués en signalant que le Forum avait pour but de tourner en action la réflexion sur les énergies renouvelables.

Le Directeur général de l'IRENA, Adnan Amin, a félicité l'Afrique d'être en tête de l'adhésion à l'IRENA avec 48 pays africains signataires et 16 ratifications. Mettant l'accent sur «une nouvelle façon de faire les choses», il a indiqué que, contrairement à d'autres organisations internationales, l'IRENA est une agence à structure légère et souple, réactive face aux besoins de ses membres. Il a mis en exergue les trois points de mire de l'IRENA sur la gestion des connaissances, l'innovation et la technologie, les politiques et le renforcement des capacités. Il a souligné le potentiel des énergies renouvelables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour appréhender les impacts des changements climatiques. Il a également souligné que ce dont l'Afrique a le plus besoin c'est de développer des cadres politiques qui incitent le secteur privé à investir dans les énergies renouvelables, et a appelé les participants à émettre des recommandations en ce sens.

Sultan Al Jaber, Émirats arabes unis (UAE), Président de la première session de l'Assemblée de l'IRENA, a mis en évidence les liens entre l'énergie, la sécurité globale, l'atténuation des changements climatiques et la réduction de la pauvreté. Il a souligné l'engagement de son pays pour un développement de l'infrastructure énergétique africaine grâce aux 350 millions \$ US du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement.

Habib Ouane, Vice-président de la Conférence des ministres africains de l'énergie (CEMA) et Ministre de l'énergie et de l'eau du Mali, a affirmé que les conséquences de la crise financière de 2008 se font encore sentir en Afrique. Il a signalé le sous-investissement africain dans les infrastructures, en particulier dans le secteur énergétique, et le besoin de mécanismes financiers innovants. Ouane a indiqué que l'électrification rurale devrait être réalisée à base d'énergies renouvelables et a mis en lumière des défis institutionnels, politiques et en matière de

renforcement des capacités. Il a déclaré que l'Afrique ne souhaite pas devenir une consommatrice de technologies importées, mais bien adapter celles-ci aux environnements et écosystèmes proprement africains. Il a identifié l'énergie renouvelable comme l'un des aspects clés de la sécurité énergétique africaine.

Abdullah Farooq, Ministre indien des énergies nouvelles et renouvelables, a mis en exergue les partenariats, le partage des connaissances et la coopération pour aborder les défis globaux du développement, de la démocratie et de la sécurité alimentaire et énergétique. Déplorant le fait que des millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'énergie, il a souligné les initiatives indiennes pour décentraliser l'énergie et a appelé les pays africains à tirer profit des programmes spécifiques offerts par l'Inde pour l'étude et l'apprentissage sur les technologies de l'énergie renouvelable.

Rajendra Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a salué l'engagement des EAU à renforcer le secteur des énergies renouvelables. Dans sa présentation des conclusions du 4<sup>ème</sup> rapport d'évaluation du GIEC (RE4), Pachauri a souligné le potentiel des investissements dans des infrastructures énergétiques décentralisées hors réseau pour faciliter l'accès des 589 millions d'africains vivant en zone rurale et n'ayant pas accès à une énergie propre et fiable. Il a mentionné l'«Initiative pour éclairer un milliard de vies» menée par l'Institut pour l'énergie et les ressources (TERI) basé en Inde, dont il est le Directeur général, à mode d'exemple de bonne pratique dans le cadre de la coopération sud-sud.

Kandeh Yumkella, Président d'ONU-Énergie et Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a souligné trois objectifs globaux, qu'il a désignés comme les objectifs 30-30-30: (1) accès universel à l'énergie en 2030; (2) réduction de 40% de l'intensité énergétique en 2030; et (3) 30% d'énergies renouvelables en 2030. Il a signalé qu'un groupe new-yorkais d'«Amis de l'énergie» travaille sous la houlette du Danemark et de la Norvège pour inclure ces objectifs dans l'agenda de Rio+20. Il a souligné le besoin d'une politique prévisible et stable en Afrique, en faisant remarquer que les évaluations efficaces ont un coût financier. Il a estimé que la question centrale est de savoir comment l'Afrique peut-elle surfer sur la «vague verte» pour développer son économie.

### **OPPORTUNITÉS ET DÉFIS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE: PLAIDOYER POUR L'ACTION**

Cette session a été présidée par Bruno Itoua, Ministre de l'énergie et de l'hydraulique, République du Congo.

Dolf Gielen, Directeur du Centre d'innovation et de technologie de l'IRENA, a présenté des scénarios et des stratégies pour l'Afrique, en soulignant le rôle de l'IRENA dans la prestation d'information de qualité destinée à soutenir la mise en place des politiques publiques. Il a insisté sur le fait que les décisions visant à intégrer les énergies renouvelables doivent être basées sur une planification à long terme, mais que le travail sur ces énergies devrait se bâtir sur les initiatives

existantes. Au cours d'une analyse des projections énergétiques en Afrique, il a mis en question la prédominance constante de la biomasse pour répondre à la demande croissante en énergie dans le continent, en particulier au moment où d'autres technologies d'énergie renouvelable deviennent de plus en plus viables. Il a mis en avant certains des défis que posent la production et l'utilisation accrues des énergies renouvelables, notamment le besoin d'inciter le secteur privé, de créer une structure de marché appropriée pour les énergies renouvelables, et de convaincre les donateurs et les banques d'investir dans ce secteur.

Habib Ouane, Ministre de l'énergie et de l'eau du Mali et Vice-président de la Conférence des ministres africains de l'énergie (CEMA), a indiqué que la transition vers un avenir d'énergie propre en Afrique nécessite une collaboration renforcée aux niveaux régional et sous-régional. Il a plaidé pour des programmes conjoints visant notamment: la recherche et le développement (R&D), la formation technique et le développement d'infrastructures. Ouane a aussi plaidé pour des financements innovants visant à atteindre une échelle suffisante et à accélérer un développement économiquement durable pour le continent.

Atef Marzouk, Commission de l'Union africaine (UA), a parlé du rôle de facilitateur que joue l'UA dans le cadre des programmes d'énergie renouvelable au niveau régional. Il a mis en évidence des projets en cours, notamment le Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE) et le Programme de l'UA pour le développement des infrastructures, qui cherchent à accélérer l'utilisation des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Afrique.

Odala Matupa, Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), a présenté les institutions et instruments chargés des questions liées à l'énergie dans la région. Il a indiqué que la SADC est centrée sur l'accès, la sécurité et l'efficacité énergétique. Il a annoncé que la région est en train de développer une stratégie et un plan d'action pour les énergies renouvelables. Il a évoqué des partenariats avec l'UA, la Finlande, l'UE, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, visant à promouvoir la production et l'utilisation des énergies renouvelables dans la Communauté.

Mahama Kappiah, Directeur du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), a indiqué que l'objectif de son organisation est de créer des conditions favorables et des environnements propices pour les marchés d'énergies renouvelables et pour l'efficacité énergétique dans la région de la CEDEAO. Il a mis en lumière des initiatives politiques en cours pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, entreprises avec le soutien de la Facilité de dialogue et de partenariat de l'UE, de la coopération au développement UE-Afrique Caraïbes Pacifique et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Il a souligné que les énergies renouvelables ne sont pas toujours plus coûteuses que les sources conventionnelles d'énergie.

Youba Sokona, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et coordonateur du Centre africain de politique climatique (ACPC), a mis en exergue le travail effectué

par l'UNECA en matière de conseil politique, de renforcement des capacités et de coordination de l'ONU-Énergie Afrique. Il a souligné le rôle de l'ACPC en matière d'analyse politique et de soutien technique. Sokona a indiqué que la recherche politique devrait avoir des échéances précises pour être pertinente et être destinée à éclairer les institutions existantes. Il a souligné le besoin d'innovations institutionnelles.

Meseret Teklemariam, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a parlé du travail mené par le PNUE sur les énergies renouvelables, en soulignant l'importance des partenariats avec les autres agences des Nations Unies, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les communautés pour une plus rapide prise en main des énergies renouvelables sur le terrain. Elle a mis en exergue le partenariat PNUE-Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dans le cadre de l'Initiative économie verte, pour la promotion de l'énergie géothermale en Afrique de l'Est.

Léopold Fatran, Ministre de l'énergie et de l'eau, République centrafricaine, a mis en exergue le travail réalisé par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour la promotion et le développement des sources d'énergie dans la région. Il a présenté le projet Inga, qui vise à fournir de l'énergie hydroélectrique à l'ensemble de la région, et dispose du potentiel pour fournir de l'électricité à tout le continent. Il a demandé un soutien technique et financier pour développer l'énergie hydroélectrique dans la région.

### **PARTENARIATS STRATÉGIQUES POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE**

Mohamed Mahamud, Ministre adjoint de l'énergie, Kenya, et Président de cette session, a déploré que l'Afrique, bien que disposant d'importantes sources d'énergies renouvelables et non renouvelables, compte encore des millions de personnes qui souffrent de pauvreté énergétique et d'un manque d'accès à l'énergie. Mahamud a plaidé pour des dialogues politiques qui rassemblent toutes les parties prenantes afin de contribuer à accélérer l'utilisation d'énergies renouvelables sur le terrain.

Le Président du GIEC Rajendra Pachauri a signalé l'importance de la dimension stratégique pour faire face aux défis énergétiques qui se posent à l'Afrique, soulignant les économies d'échelle, la recherche et le développement. Il a mis en exergue un scénario présenté dans l'AR4 du GIEC selon lequel les énergies renouvelables pourraient représenter 77% de l'énergie mondiale en 2050, et il a souligné que cela ne sera possible qu'à la condition de mettre en place dès aujourd'hui les bons cadres politiques. Il a appelé l'Afrique à présenter un cadre stratégique pour les énergies renouvelables dans le cadre de la coopération sud-sud, ainsi que des manières d'intégrer les sources d'énergies conventionnelles dans ce cadre.

Fred Moavenzadeh, Président de l'Institut Masdar de science et technologie (MIST), EAU, a salué le leadership des EAU dans la recherche des solutions pratiques à la crise énergétique, mettant en avant les 20 bourses d'études de l'IRENA disponibles dans le cadre du MIST. Il a signalé la contribution de l'Institut dans 3 domaines clés: développer de technologies d'avant-garde pour contribuer à la diminution des coûts et au renforcement

de l'accès; attirer du capital vers les marchés d'énergies renouvelables; et susciter des opportunités au niveau politique pour stimuler la participation locale, l'éducation, le partage des connaissances et le développement des capacités.

Li Junfeng, Sous-directeur de l'Institut chinois de recherche sur l'énergie, a signalé les progrès accomplis par la Chine dans la création d'un environnement propice pour la commercialisation des technologies d'énergie renouvelable. Indiquant que le financement n'est pas une barrière insurmontable, il a lancé un appel pour une volonté politique au niveau international qui permette de dépasser les plans d'action et de passer à l'action.

Zitouni Ould-Dada, Ministère britannique de l'énergie et des changements climatiques, a souligné que la transition vers une économie sobre en carbone requiert une base empirique solide sur laquelle puisse s'appuyer la prise de décisions. Il a indiqué que l'Initiative des marchés de capitaux pour le climat récemment mise en place cherche à cartographier les financements sobres en carbone et à entreprendre des études pilotes pour apprendre des bonnes pratiques et bâtir sur celles-ci.

Au cours de la session de questions-réponses qui a suivi, la discussion s'est centrée sur: les stratégies d'investissement; la façon d'étendre les partenariats à l'intérieur de la région; le besoin d'approches ascendantes à partir de la base; la mise en œuvre; la capacité à recevoir la technologie et à la mettre en œuvre localement; la mesure dans laquelle les questions d'accès à l'énergie de base en Afrique sont spécifiques à des configurations locales ou similaires à celles qui se posent dans d'autres régions du monde; le besoin d'idées spécifiques sur la coopération; le rôle des subventions; le besoin d'une demande commerciale s'il s'agit d'intégrer le secteur privé; la génération et la demande décentralisées de l'énergie; la mise en place de centre sous-régionaux d'excellence en Afrique; l'harmonisation des tarifs; l'intégration des investisseurs dans les réunions internationales relatives aux énergies renouvelables; et le rôle de l'IRENA pour soutenir les gouvernements dans la mise en place des conditions nécessaires pour attirer l'investissement et supprimer les barrières aux énergies renouvelables.

### **LES MEILLEURES PRATIQUES ET LES DÉFIS DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

Le président de la session, Louis Seck, Président désigné pour la deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA et Ministre des énergies renouvelables du Sénégal, a indiqué que le paradoxe africain réside dans le fait que le continent est bien doté en ressources énergétiques mais considérablement en retard par rapport à leur maîtrise. Il a souligné les initiatives régionales et sous-régionales pour promouvoir les énergies renouvelables, y compris celle de la CEDEAO visant à établir des stations solaires dans tous ses États membres, mais a spécifié qu'il faut également tirer des enseignements des projets d'énergie renouvelable qui ont échoué.

Kirsty Hamilton, Institut royal des affaires internationales (Chatham House), Royaume-Uni, a parlé des tendances actuelles du financement privé et a indiqué les réformes politiques qui peuvent contribuer à attirer plus d'investissements. Elle a

mis en lumière la part croissante que détiennent les pays en développement et a signalé que l'énergie solaire est presque à parité en termes de coût par rapport au réseau classique («grid parity») pour les pics de demande électrique. Elle a indiqué que l'Afrique souffre de la plus grande vulnérabilité énergétique au monde du fait d'une dépendance excessive vis à vis des énergies fossiles, et a souligné qu'une politique énergétique est indispensable pour attirer les financements privés et diversifier davantage l'énergie dans la région.

Stephen Karekezi, Directeur du Réseau de recherche sur la politique énergétique en Afrique (AFREPREN), a mis en exergue le succès remporté par l'île Maurice sur la cogénération à base de la bagasse issue de l'industrie sucrière, et a souligné le besoin de reproduire ce succès sur le continent africain et de l'étendre aux différents secteurs agricoles, dont le secteur théier. Il a également souligné les avantages de la cogénération, notamment le fait que les banques se montrent plus enclines à investir dans les initiatives de cogénération proposées par des entreprises performantes existantes.

Sergio Alcocer, Sous-secrétaire au Ministère de l'énergie et de la technologie du Mexique, a exposé l'expérience mexicaine dans le financement des énergies renouvelables. Il a souligné le besoin d'un cadre législatif et de modèles financiers solides comme base à l'investissement. Mettant en lumière des schémas de promotion des énergies renouvelables, il a souligné l'importance des incitations gouvernementales pour promouvoir la R&D, du financement privé dans les travaux publics, et de la facturation nette pour les zones résidentielles.

Carlo Van Wageningen, Président de Lake Turkana Wind Power Ltd., Kenya, a mis en exergue les défis qu'affrontent les investisseurs privés dans le secteur des énergies renouvelables. Il a présenté le projet de parc éolien mené par sa compagnie et qui est le plus grand d'Afrique. Il a fait remarquer que, si le site choisi pour ce projet présente les meilleures conditions éoliennes du monde, il reste très éloigné et pose de formidables défis, notamment le besoin de construire des centaines de kilomètres de lignes de transmission et de moderniser les routes existantes pour qu'elles puissent véhiculer les équipements lourds qui font partie du plan d'affaires. Tout en se félicitant du soutien fourni par le gouvernement kenyan aux producteurs indépendants d'énergie, Van Wageningen a signalé les contraintes réglementaires auxquelles font face les entrepreneurs dans la plupart des pays africains concernant l'obtention de capitaux, et a appelé les institutions financières internationales à assouplir les exigences de solvabilité afin de stimuler la confiance des investisseurs.

Christine Eibs Singer, PDG de E+Co, États-Unis, a souligné la difficulté de traiter avec des petites et moyennes entreprises et d'apporter l'électricité aux personnes défavorisées dans les zones rurales. Elle a décrit les subventions à la fois comme des bénédictions, lorsqu'elles sont attribuées de façon transparente et prévisible, et comme une malédiction, lorsqu'elles sont supprimées de façon arbitraire. Elle a estimé que la R&D n'est pas nécessaire aujourd'hui pour desservir les pauvres en énergies renouvelables, mais plutôt pour trouver des formes innovantes de permettre aux pauvres de payer.

Steve Sawyer, Secrétaire général du Conseil mondial de l'énergie éolienne, a expliqué que, contrairement aux idées reçues, les énergies renouvelables ne sont pas plus coûteuses et leur production n'est pas négligeable à échelle globale. Il a signalé l'importance de cadres politiques nationaux pour les énergies renouvelables qui garantissent un accès au réseau national; qui soient clairs, simples, transparents et de type «tout en un»; qui aient un système de paiement clair apte à réduire le facteur risque pour le producteur; et qui intègrent de façon proactive le public et les communautés locales. Il a expliqué que les frontières traditionnelles entre le transport, le chauffage et la climatisation, et les secteurs de l'énergie sont en cours de redéfinition et qu'il faudra à l'avenir aborder ces secteurs de façon plus holistique.

À la suite des présentations, la session de questions-réponses s'est centrée sur: la possibilité d'employer des approches de marché pour l'électrification rurale sans compter sur des subventions; la manière de remplacer le système en vigueur de paiement en liquide effectué par les personnes défavorisées pour une énergie polluante et coûteuse, par des énergies propres et renouvelables; les avantages de l'utilisation de la biomasse provenant de l'agro-industrie; la façon de répondre aux demandes des investisseurs en matière d'information pratique, comme celle portant sur les éléments constitutifs des accords de rachat d'énergie, les termes des accords sur l'utilisation des terres, ou encore les systèmes de rachat; les demandes en termes d'infrastructures liées à l'énergie éolienne; et l'élaboration d'un atlas des vents pour l'Afrique.

### **METTRE EN AVANT LES PRIORITÉS AFRICAINES EN TERMES D'ÉNERGIES DURABLES EN PARTENARIAT AVEC L'IRENA**

Cette session a été présidée par Elizabeth Dipuo Peters, Ministre sud-africaine de l'énergie.

Frank Wouters, Masdar Power, EAU, a souligné la nature dynamique des marchés d'énergie renouvelable. Il a expliqué que le principal défi qui se pose aux pays en développement est d'adapter l'infrastructure énergétique existante pour tirer le meilleur profit de cet environnement dynamique. Wouters a souligné les rôles centraux d'un politique propice et d'une gestion attentive des subventions pour éviter des distorsions sur les marchés.

Christine Eibs Singer, PDG de E+Co, États-Unis, a parlé du développement d'entreprises dans le secteur des énergies propres, décrivant les expériences de son organisation qui a investi dans 94 entreprises africaines prospères qui fournissent à leur tour de l'énergie propre à plus de trois millions d'habitants. Elle a signalé le besoin de former les entrepreneurs d'énergies propres aux méthodes de mise en place des plans d'affaires viables, rentables et attractifs pour les investissements, et a plaidé pour l'établissement d'un «flux d'opportunités d'investissement» visant à renforcer la capacité de ces entrepreneurs à satisfaire pleinement le marché.

Karsten Sach, Ministère fédéral de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, Allemagne, a indiqué que l'engagement de son pays dans les énergies

renouvelables poursuit l'objectif d'assurer l'accès à l'énergie et de générer de la richesse. Il a souligné que les mesures pour soutenir les énergies renouvelables doivent aborder la chaîne d'approvisionnement dans son intégralité. Sach a exposé le recyclage des crédits issus du Système communautaire d'échange des quotas d'émission pour transformer le secteur énergétique, et a mentionné des initiatives de coopération bilatérale et multilatérale, y compris le PAEE et le Groupe de travail ministériel sur les énergies solaire et éolienne, sous la houlette du Danemark, de l'Allemagne et de l'Espagne. Sach a également souligné l'importance du renforcement des capacités et d'une «formation des formateurs».

Jason Schaffler, Partenariat pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEEP), a mis en exergue des initiatives de partage des connaissances destinées à élargir la consommation d'énergies renouvelables en Afrique. Il a expliqué que le REEEP offre un ensemble de services pour le développement des capacités, notamment une base de données en ligne axée sur les pays et détaillée, la diffusion des succès et le soutien aux réseaux internationaux d'énergies renouvelables.

Sekou Touré, Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a exposé l'expérience et la pertinence du FEM dans le financement d'éléments pour les énergies renouvelables, mettant en évidence le soutien global offert par le FEM aux activités de renforcement des capacités et au transfert de technologies. Il a mis en lumière les enseignements tirés du financement de l'énergie, en appuyant notamment sur le besoin d'établir des partenariats public-privé, sur l'importance d'un environnement législatif et institutionnel apte à stimuler l'investissement, et sur le besoin d'inciter les investisseurs.

Pendant la session de questions-réponses qui a suivi, les discussions se sont centrées sur: ce que les gouvernements peuvent faire pour créer des marchés d'énergie renouvelable et soutenir l'électrification rurale; les conditionnalités du FEM; les initiatives de l'UA en matière d'énergies renouvelables; la façon d'accéder au soutien du PAEE; ce que l'Afrique doit mettre en œuvre pour ne pas passer à côté de la troisième révolution industrielle induite par les sources d'énergie renouvelable; le besoin d'adapter aux conditions locales les standards conçus dans les pays développés; la façon de rendre durables les programmes de fourneaux modernes; le besoin d'acquérir une bonne compréhension des institutions financières existantes dédiées aux énergies renouvelables; l'intérêt grandissant que démontrent les ministres de l'industrie envers les énergies renouvelables; la définition changeante de l'énergie de base et le fait que la comparaison entre énergies de base et renouvelables n'a plus lieu d'être; et la nécessité de législations et réglementations locales appropriées.

### **PRÉPARER LE TERRAIN POUR UN DÉPLOIEMENT ACCÉLÉRÉ DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE**

La session a été présidée par Ogunlade Davidson, Ministre de l'énergie et des ressources en eau de la Sierra Leone, qui a lancé aux leaders africains le défi de se détacher d'un certain «manque de vision» et d'empoigner les capacités considérables du

continent. Il a souligné que les estimations actuelles des besoins africains en énergie sont trop limitées et doivent être triplées pour que le continent devienne compétitif au niveau mondial. Faisant remarquer que les pays développés sont constamment en train d'apprendre et d'innover, il a appelé les leaders africains à se préparer pour expérimenter et pour échouer dans le but d'avancer.

Elizabeth Dipuo Peters, Ministre de l'énergie d'Afrique du Sud, a indiqué que pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables, les gouvernements doivent mettre en place des cadres politiques sûrs aptes à générer la confiance des pouvoirs régionaux et locaux, et celle des investisseurs internationaux. Elle a plaidé pour une cartographie des ressources énergétiques couplée au développement de plans intégrés de ressources (IRP) focalisés sur les ressources énergétiques disponibles et sur la dimension locale, notamment par l'intégration des compétences et du travail local. Elle a souligné que tout IRP doit tenir compte de l'accessibilité des énergies propres pour le consommateur final. Elle a appelé à une interface commune entre les secteurs de l'énergie, du commerce et de l'environnement, visant à réduire la duplication des efforts et à augmenter l'investissement dans la croissance verte.

Stephen Karekezi, AFREPREN, a exposé les enseignements tirés du déploiement des énergies renouvelables en Afrique de l'Est et au Malawi, notamment le besoin pour les gouvernements d'investir dans des évaluations détaillées concernant ces énergies, d'établir des tarifs de rachat afin de déclencher l'investissement, et d'encourager les investissements peu risqués à petite échelle pour mettre les acteurs industriels en concurrence dans le développement de l'énergie verte. Il a encouragé le développement simultané de projets d'énergie verte et agroindustriels, prenant l'exemple des projets d'hydroélectricité qui se développent dans les zones théières.

Serge Lepeltier, Ambassadeur français aux changements climatiques, a indiqué que l'Initiative climat Paris-Nairobi vise à stimuler la dynamique nécessaire pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'énergie en Afrique en 2030. Il a signalé que les trois principaux domaines de travail de l'Initiative sont la gouvernance, le renforcement des capacités pour la durabilité, et le financement.

Gauri Singh, Directrice de la gestion des connaissances et de la coopération technologique, IRENA, a présenté l'initiative de l'IRENA pour cartographier le niveau de préparation, qui consiste à évaluer la capacité des cadres institutionnels nationaux à mettre en œuvre des projets d'énergie propre. Elle a expliqué que la méthodologie est conçue pour aider les pays à explorer un ensemble d'alternatives dans leur transition vers un futur énergétique propre. Singh a mis en évidence tout un éventail de mesures de soutien supplémentaires offertes par l'IRENA, notamment la prise en charge de projets pilotes, le partage des enseignements acquis et l'encouragement de partenariats internationaux.

Deepak Gupta, Secrétaire, Ministre indien des énergies nouvelles et renouvelables, a suggéré le développement de feuilles de route du réseau énergétique pour chaque pays africain. Il a mis en lumière des options pour l'électrification

rurale, notamment l'usage de systèmes de gazéification à base de cosses de riz et de fibres de noix de coco. Il a décrit les programmes sur lesquels l'Inde et ses gouvernements partenaires travaillent actuellement en Afrique, dont les projets de biogaz en Ouganda et au Mozambique, et ceux de cogénération en Tanzanie. Gupta a proposé la mise en place de groupes de travail pour identifier les domaines d'action clés, ainsi que l'établissement et le suivi d'échéanciers pour l'accomplissement des actions identifiées.

Youba Sokona, coordonnateur de l'ACPC, a déclaré que l'Afrique a aujourd'hui l'opportunité de bâtir un système énergétique fondé sur les énergies renouvelables. Il a expliqué qu'il est important de distinguer entre «les besoins en énergie», une expression du domaine du développement, et «la demande en énergie» qui est, quant à elle, une expression économique. Sokona a mis en évidence les besoins spécifiques des zones rurales africaines et des systèmes agricoles, y compris les besoins en termes d'électrification et de motorisation. Il a plaidé pour une approche holistique prenant en compte la chaîne énergétique dans son ensemble, depuis l'approvisionnement et la génération jusqu'à la consommation finale.

Carmen Becerril, Présidente d'Acciona Energy, Espagne, a indiqué que sa compagnie possède une capacité de plus de 8000 mégawatts d'énergie renouvelable dans plus de 12 pays, et a énuméré comme principaux prérequis pour le déploiement des énergies renouvelables: des règles claires concernant le raccordement au réseau, un cadre réglementaire stable et des objectifs nationaux concrets. Elle a expliqué que, l'énergie renouvelable étant grande consommatrice de capital, les projets doivent être rentables, ce qui signifie que les risques technologiques et réglementaires doivent être traités. Elle a poursuivi en signalant que les entreprises s'occupent des risques technologiques tandis que les gouvernements sont responsables de réduire les risques réglementaires. Elle a mis en exergue les tarifs de rachat et l'élimination des barrières bureaucratiques comme les deux éléments clés d'un déploiement réussi des énergies renouvelables.

Abubakar Umar, Directeur de la Commission de l'énergie du Nigéria, a estimé que les pays africains ont besoin de politiques concertées et interconnectées afin d'attirer et de soutenir l'investissement local et international dans le secteur énergétique. Il a appelé l'IRENA à soutenir les pays pour qu'ils puissent développer, notamment, une base de données centralisée sur les ressources en énergies renouvelables et leurs projets de développement; des politiques et des cadres réglementaires solides; des incitations pratiques pour les investisseurs et les consommateurs; et des compétences spécialisées.

Vincent Kitio, Chef de la Section énergie urbaine du programme Habitat des Nations Unies (UN-HABITAT), a souligné le besoin de technologies d'énergie renouvelable dans les villes, mettant en avant le potentiel des chauffe-eaux solaires et des éclairages à LED dans les zones résidentielles, et au biogaz dans les institutions publiques. Il a souligné le besoin de renforcer les capacités des autorités locales dans la capture des gaz provenant des décharges, et l'importance de promouvoir des technologies performantes du point de vue énergétique dans le

domaine du bâtiment. Il a plaidé pour un mécanisme financier solide visant à soutenir l'adoption de technologies d'énergie renouvelable.

Dans la session de questions-réponses qui a suivi, la discussion s'est centrée sur: le besoin d'adopter une approche de précaution sans toutefois passer à côté de l'opportunité que représentent les énergies renouvelables; le rôle des centres régionaux dans le renforcement des capacités; la distinction entre la formation des techniciens et celle des ingénieurs; la façon de reproduire les cas d'électrification réussie en Afrique; le besoin de programmes d'électrification réalistes; le besoin de protocoles internationaux pour les énergies renouvelables similaires à ceux de l'énergie nucléaire; et le rôle de l'IRENA dans l'identification des capacités et des ressources technologiques.

### ***DIALOGUE SUR LES OPPORTUNITÉS POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'IRENA EN AFRIQUE***

Adnan Amin a indiqué que les participants avaient articulé un agenda clair pour le partenariat fonctionnel entre les pays africains et l'IRENA.

Sultan Al Jaber a estimé que cette réunion avait permis à l'IRENA de mieux comprendre les préoccupations et les priorités africaines. Il a posé deux questions aux ministres: (1) quelle est l'action la plus urgente à mettre en œuvre pour garantir la satisfaction des besoins africains en énergies renouvelables; et (2) comment intégrer de façon satisfaisante ces questions dans l'agenda international, notamment à Rio+20 et lors de la CdP17 de la CCNUCC à Durban.

**Concernant l'action la plus urgente pour l'Afrique,** plusieurs participants ont souligné le besoin de cartographier les ressources, de renforcer les capacités et de former. L'ONUDI a souligné le besoin de données sur les ressources réelles et non sur les «ressources présumées». La Sierra Leone et le Sénégal ont plaidé pour la mise à jour des efforts préalables en matière de cartographie des ressources, en tenant compte des changements climatiques et des avancées technologiques. Le Nigéria a demandé si les activités de cartographie se feraient sur les cartes existantes de ressources ou s'il s'agissait d'initier un nouveau processus de cartographie des ressources. La Guinée Bissau a signalé les besoins en termes technologiques pour réaliser cette cartographie. Le Soudan a indiqué que la cartographie des ressources n'est pas une priorité pour tous les pays africains, soulignant par ailleurs l'adaptation de la technologie aux situations locales. Il a également plaidé pour un plan régional d'énergies renouvelables. Le Sénégal et le Kenya ont mis en avant le développement de cadres politiques pertinents tant au niveau national qu'au niveau régional. La Commission de l'UA a plaidé pour une cartographie et une évaluation des ressources au niveau régional. Le Gabon a demandé à l'IRENA de fournir une assistance technique et financière pour le développement d'une base de données sur la cartographie des ressources. La Namibie a demandé l'assistance de l'IRENA pour cartographier les ressources sur la base des ressources renouvelables individuelles.

Adnan Amin a signalé que le Groupe ministériel des énergies propres n'a pas chargé l'IRENA de réaliser une cartographie globale des ressources. Il a indiqué que cartographier

les ressources suppose un travail en partenariat avec les gouvernements pour accéder aux données météorologiques et locales. Il a réitéré l'importance des cadres politiques pour stimuler l'investissement dans les énergies renouvelables. La République centrafricaine a indiqué que l'IRENA pouvait prendre appui sur les cinq groupements énergétiques africains dont certains disposent déjà de bases de données en cartographie des ressources. Il a estimé que l'IRENA devrait évaluer les implications financières de la cartographie des ressources renouvelables conjointement avec les communautés économiques et les banques régionales. L'Afrique du Sud a demandé comment accéder au Fonds d'Abu Dhabi pour le développement pour financer le développement des énergies renouvelables en Afrique et les initiatives de renforcement des capacités. Le Kenya, avec le soutien du Soudan, a souligné le besoin d'établir des priorités énergétiques nationales, afin que les pays et sous-régions puissent tirer profit de leur avantages comparatifs. Il a aussi mis l'accent sur la nécessité d'un cadre institutionnel.

Le Mali a fait remarquer que la mise en œuvre des technologies d'énergie renouvelable sur le terrain va requérir des ressources humaines. Le Ghana a signalé que l'IRENA aura un rôle à jouer dans la formulation des politiques nationales et régionales, en particulier pour définir les terminologies admises dans les législations. Le Cameroun a plaidé pour l'intégration des plans technologiques pour les énergies propres dans le cadre des efforts de réduction de la pauvreté. Au vu de la fragmentation du réseau en Afrique, Djibouti a proposé que les énergies renouvelables soient développées parallèlement à l'entretien de l'infrastructure des réseaux existants. La CEDEAO a signalé que le manque de volonté politique est le plus grand obstacle à la mise en œuvre des technologies d'énergie renouvelable. La Tanzanie a suggéré que l'IRENA fasse le pont entre les producteurs de technologie et les utilisateurs.

**Concernant l'agenda international**, le Sénégal a estimé que l'IRENA pourrait utiliser la scène de la CdP 17 et de Rio+20 pour exposer son programme prioritaire, ce qui permettrait aux autres institutions de connaître le plan de l'IRENA et faciliterait la mobilisation des ressources et des partenariats. L'Afrique du Sud a déclaré que l'énergie devrait être la plateforme d'action lors de la CdP 17. ONU-Énergie a indiqué avoir sollicité une journée thématique consacrée à l'énergie lors de Rio+20. La Sierra Leone a estimé que ces réunions devraient servir à obtenir de l'information sur ce que représentent les investissements publics en matière d'énergies renouvelables, sur les «grands» projets en cours, et sur les projets d'investissement qui sont à la recherche de financement. Face à la prolifération des forums, le Soudan a affirmé que l'IRENA devrait être la coordonnatrice en matière d'énergies renouvelables.

Le Kenya a affirmé que l'IRENA devrait montrer la voie en matière d'énergies renouvelables aux niveaux régional et global. Il a aussi souligné, avec le soutien de l'Ouganda, que l'IRENA devrait devenir un porte-parole de l'Afrique. La Côte d'Ivoire a estimé que l'IRENA devrait promouvoir l'utilisation de l'hydroélectricité et de la biomasse agricole. Le Niger a considéré qu'il serait utile de faire participer l'IRENA dans les réunions techniques sous-régionales.

Adnan Amin a remercié les ministres d'avoir exprimé des besoins très spécifiques et concrets. Il a par ailleurs souligné le besoin de: ne pas reproduire ce qui a déjà été fait mais au contraire de bâtir sur cette base; développer les capacités institutionnelles, techniques et humaines; et mettre en place des cadres politiques appropriés. Il a affirmé que, si nous sommes capables d'assimiler ce qui se passe en Afrique en matière d'énergies renouvelables, «nous serons émerveillés».

### **SESSION DE CLÔTURE**

Ogunlade Davidson, Ministre de l'énergie et des ressources en eau de la Sierra Leone, a introduit le projet du Communiqué d'Abu Dhabi sur les énergies renouvelables pour accélérer le développement de l'Afrique. Le Bénin a proposé une référence au type de programmes de formation qui doivent être développés et il a plaidé, avec le soutien de la République du Congo, pour la mise en place d'un fonds spécial pour les énergies renouvelables au sein de la Banque africaine de développement. Adnan Amin a indiqué que ceci supposerait l'inclusion d'un ensemble plus large de parties prenantes, et a suggéré que le communiqué mentionne le «développement de modalités spécifiques de financement». Le Sénégal a estimé que le soutien devrait être focalisé sur le renforcement des capacités endogènes à produire des équipements d'énergie renouvelable. La Tanzanie a considéré que le communiqué devrait mentionner le fait que les actions de l'IRENA sont prises sur la base d'actions convenues par les gouvernements africains.

Le Mali, avec le soutien du Bénin, de la République du Congo, de la Sierra Leone, du Cameroun et de la Guinée Bissau, entre autres, a proposé de transformer le «Communiqué» en «Déclaration», afin d'exprimer l'engagement des participants et le haut niveau de ce forum. Le Kenya, le Sénégal, le Rwanda, la Côte d'Ivoire et la France se sont opposés à cette proposition.

Le forum s'est accordé sur un communiqué amendé et Adnan Amin a clôturé la réunion à 17h39.

**Communiqué d'Abu Dhabi sur les énergies renouvelables pour accélérer le développement de l'Afrique:** Dans le communiqué, les ministres africains reconnaissent le potentiel considérable qu'ont les énergies renouvelables pour accélérer un développement africain sobre en carbone, ainsi que pour aborder l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Les ministres ont signalé le besoin: d'évaluer les conditions et besoins existants, et de construire une coopération régionale visant à traiter ces besoins et opportunités; de renforcer les cadres politiques nationaux, régionaux et continentaux pour stimuler l'investissement dans les énergies renouvelables et assurer leur déploiement durable; et de soutenir la R&D et l'innovation au sein du continent ainsi que dans le cadre de la coopération sud-sud.

Les ministres se sont accordés pour déclencher un effort commun visant à promouvoir une utilisation croissante des ressources africaines en énergie renouvelable, en tenant compte de la nécessité: de garantir que la politique de l'IRENA pour l'Afrique réponde bien aux préoccupations primaires de l'Afrique; d'assurer un programme de l'IRENA correctement intégré pour l'Afrique; de coopérer étroitement avec l'UA,



le CEMA, les communautés économiques régionales, les gouvernements nationaux et toutes les autres parties; et de développer une approche pratique et concrète pour satisfaire les besoins des pays africains en termes de connaissances, de technologie, de capacités et de politiques.

Les ministres déclarent que la cartographie de la «disponibilité des énergies renouvelables» constitue un premier pas essentiel et collectif pour disposer d'une évaluation rapide et objective des opportunités en matière d'énergie renouvelable et identifier les façons adéquates de traiter les lacunes, et invitent instamment les gouvernements et les tiers à participer au processus de cartographie.

Ils déclarent qu'ils continueront à s'engager au sein de l'IRENA, celle-ci étant le forum intergouvernemental clé pour les énergies renouvelables, en mettant un accent particulier notamment sur: l'amélioration des cadres politiques; la négociation de services pour le renforcement des capacités, y compris pour les entreprises d'énergie renouvelable; la coopération pour la technologie et l'innovation; et le soutien aux campagnes de communication visant à promouvoir l'adoption des énergies renouvelables.

Les ministres demandent à l'IRENA de mettre en avant, dans ces messages destinés à la communauté internationale lors de la CdP 17, à Rio+20 et dans les autres événements majeurs: le Communiqué; les énergies renouvelables au sein de l'économie verte; l'évaluation des subventions générant des distorsions de marché qui ralentissent le déploiement des énergies renouvelables; les enjeux des énergies renouvelables en termes d'emploi; le besoin d'accroître le soutien international pour l'Afrique tout en garantissant un bon approvisionnement à partir des ressources domestiques; et la mise à profit de l'Année internationale de l'énergie durable pour tous en 2012 pour faire avancer les stratégies africaines en matière d'énergies renouvelables.

## RÉUNIONS À VENIR

**Conférence des ministres africains de l'énergie-Préalable à la CdP 17:** Accueillie par le gouvernement sud-africain avec le soutien de l'Union africaine, cette conférence cherche à produire du matériel de discussion pour la CdP 17. La réunion travaillera également sur le développement d'une Feuille de route pour l'accès à l'énergie durable, sur un Communiqué conjoint, sur l'atténuation, l'adaptation, le renforcement de la connectivité régionale, et l'expansion des énergies renouvelables; sur l'efficacité énergétique, et la détermination de possibles financements pour les options durables afin d'améliorer l'accès aux énergies propres en Afrique. **dates:** 15-16 septembre 2011 **lieu:** Johannesburg, Afrique du Sud **contact:** Elizabeth Marabwa **téléphone:** +27-12-444-4017 **courriel:** Elizabeth.Marabwa@energy.gov.za

**Réunion du Groupe de travail régional de l'UA sur l'énergie géothermique:** Organisée par l'Union africaine, cette réunion abordera l'énergie géothermique. **dates:** 19-23 septembre 2011 **lieu:** Kampala, Ouganda **contact:** Atef Marzouk **téléphone:** +251-11-466-5081 **fax:** +251-11-466-5081 **courriel:** marzouka@africa-union.org

**Quantifier et gérer les impacts de l'utilisation des terres sur la bioénergie:** Organisé conjointement par l'IEA Bioénergie et le Laboratoire brésilien de sciences et technologies du bioéthanol, cet atelier examinera des méthodes pour quantifier les changements directs et indirects sur l'utilisation des terres, en intégrant les nouveaux impacts de la bioénergie sur cette utilisation, comme dans le cadre de la comptabilisation des gaz à effet de serre et des programmes d'énergie renouvelable. Il abordera aussi les moyens de minimiser les impacts de la bioénergie sur l'utilisation des terres. **dates:** 19-21 septembre 2011 **lieu:** Campinas, Brésil **contact:** Martin Junginger **courriel:** h.m.junginger@uu.nl **www:** <http://www.bioenergytrade.org/upcomingactivities/qm-land-use-impacts-of-bioenergy.html>

**Forum des Nations Unies sur le secteur privé: L'accès à une énergie durable pour tous:** Ce forum de haut niveau organisé par le Pacte mondial des Nations Unies, l'ONU-Énergie et d'autres agences, fonds et programmes des Nations Unies, se centrera sur l'énergie durable pour tous. Le forum rassemblera des chefs d'État participant à l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que plus de 300 PDG des entreprises leaders du secteur. **date:** 20 septembre 2011 **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Meng Liu, UN Global Compact **courriel:** lium@un.org **téléphone:** +1-917-367-3648 **www:** [http://www.unglobalcompact.org/NewsAndEvents/event\\_calendar/index.html#sep](http://www.unglobalcompact.org/NewsAndEvents/event_calendar/index.html#sep)

**Reprise des sessions du AWG-KP 16 et du AWG-LCA 14 de la CCNUCC:** la troisième partie de la 16ème session du Groupe de travail spécial sur les Nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP 16) et la troisième partie de la 14ème session du Groupe de travail spécial sur l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA 14) auront lieu au Centro de Convenciones ATLAPA de Panama. **dates:** 1-7 octobre 2011 **lieu:** Panama City, Panama **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://www.unfccc.int>

**Réunion régionale préparatoire de la CNUDD pour l'Afrique:** La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et ses partenaires convoqueront une réunion préparatoire pour la région africaine en vue de la CNUDD. **dates:** 10-14 octobre 2011 **lieu:** Addis-Abeba, Éthiopie **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

**Réunion régionale préparatoire de la CNUDD pour la région arabe:** La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale et ses partenaires convoqueront une réunion pour la région arabe en vue de la CNUDD. **dates:** 16-17 octobre 2011 **lieu:** Le Caire, Égypte **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=26>

**Première Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique:** Organisée par le Centre africain de politique climatique (ACPC) de l'UNECA, cette conférence a pour objectif d'établir un forum de dialogue, de renforcer la sensibilisation, et de mobiliser un engagement et des actions efficaces en rassemblant des décideurs publics,

des scientifiques et des parties prenantes concernées, dans le but d'intégrer efficacement les préoccupations liées aux changements climatiques dans le développement des politiques, des stratégies, des programmes et des pratiques africaines. **dates:** 17-19 octobre 2011 **lieu:** Addis-Abeba, Éthiopie **contact:** UNECA **téléphone:** +251-11-551-7200 **fax:** +251-11-551-0350 **courriel:** acpc@uneca.org

**Troisième réunion du Groupe d'experts en efficacité énergétique globale:** Le Groupe d'experts continuera son travail sur la Stratégie globale pour la formation de marchés pour l'efficacité énergétique. **dates:** 17-18 octobre 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Viktor Badaker, Chef du projet GEE21 **téléphone:** +41-22-917-2443 **courriel:** viktor.badaker@unecce.org **www:** [http://www.unecce.org/energy/welcome/Calendar\\_Meeting.html](http://www.unecce.org/energy/welcome/Calendar_Meeting.html)

**Conférence économique africaine 2011:** La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement organisent la sixième Conférence économique africaine sur le thème «Économie verte et transformation structurelle en Afrique». L'objectif principal est de réfléchir sur les meilleures façons d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, ceux du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et d'accélérer le développement durable en Afrique. La réunion émettra des recommandations qui pourront faire partie de la position africaine lors de la CNUDD. **dates:** 26-28 octobre 2011 **lieu:** Addis-Abeba, Éthiopie **contact:** Ndubisi Nwokoma **téléphone:** +251-11-544-5459 **courriel:** NNwokoma@uneca.org **www:** <http://www.uneca.org/AEC/2011/AEC2011Call-forPapers.pdf>

**Deuxième session du Conseil de l'IRENA:** La deuxième session du Conseil de l'IRENA est prévue pour novembre 2011. **dates:** 14-15 novembre 2011 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Adnan Amin, Directeur général **téléphone:** +971-2-4179001 **courriel:** [secretariat@irena.org](mailto:secretariat@irena.org) **www:** <http://www.irena.org>

**Deuxième séminaire de l'IEF-OFID sur la pauvreté énergétique:** Accueilli par le gouvernement vénézuélien, cet événement portera sur les multiples questions des «Initiatives globales et la coopération régionale pour l'élimination de la pauvreté énergétique». **dates:** 15-16 novembre 2011 **lieu:** Caracas, Venezuela **contact:** Carole Connor, Secrétaire de l'IEF **téléphone:** +966-1-481-0022 ext. 305 **fax:** +966-1-481-0055 ext. 305 **courriel:** [carole.connor@ief.org](mailto:carole.connor@ief.org) **www:** <http://www.ief.org>

**Conférence de Bonn 2011:** Le thème de cette conférence, organisée par le Ministère fédéraux allemands du développement et de l'environnement, est «Les liens entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire – les ressources en eau dans l'économie verte», et elle a pour objectif de contribuer aux préparatifs de Rio+20. **dates:** 16-18 novembre 2011 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Imke Thiem, Cheffe du secrétariat **téléphone:** +49-6196-79-1547 **courriel:** [bonn.conference2011@giz.de](mailto:bonn.conference2011@giz.de) **www:** <http://www.water-energy-food.org/en/home.html>

**CdP 17 et CdP/RdP 7 de la CCNUCC:** La 17<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties à la CCNUCC (CdP 17) et la 7<sup>ème</sup> session de la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CdP/

RdP 7) auront lieu à Durban, en Afrique du Sud. **dates:** 28 novembre – 9 décembre 2011 **lieu:** Durban, Afrique du Sud **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **courriel:** [secretariat@unfccc.int](mailto:secretariat@unfccc.int) **www:** <http://unfccc.int/> et <http://www.cop17durban.com>

**Deuxième Réunion intersessions de la CNUDD:** La deuxième réunion intersessions de la CNUDD sera convoquée vers la fin de 2011 en vue des préparatifs pour la CNUDD en juin 2012. **dates:** 15-16 décembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **courriel:** [uncsd2012@un.org](mailto:uncsd2012@un.org) **www:** <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?menu=25>

**Deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA:** La deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA est prévue pour janvier 2012. **dates:** 14-15 janvier 2012 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Adnan Amin, Directeur général **téléphone:** +971-2-4179001 **courriel:** [secretariat@irena.org](mailto:secretariat@irena.org) **www:** <http://www.irena.org>

**WFES-5:** Le cinquième Sommet mondial des énergies du futur (WFES-5) visera à promouvoir les opportunités d'innovation et d'investissement dans le cadre des énergies alternatives, des technologies propres et de l'environnement. **dates:** 16-19 janvier 2012 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Ara Fernezian, Directeur du WFES **téléphone:** +971-2-4446113 **fax:** +971-2-4443768 **courriel:** [ara.fernezian@reedexpo.ae](mailto:ara.fernezian@reedexpo.ae) **www:** <http://www.worldfutureenergysummit.com>

## GLOSSAIRE

ACPC	Centre africain de politique climatique
AFREPREN	Réseau de recherche sur la politique énergétique en Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMA	Conférence des ministres africains de l'énergie
CdP	Conférence des parties
CCNUCC	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IRENA	Agence internationale pour l'énergie renouvelable
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAEE	Partenariat Afrique-UE pour l'énergie
RE4	4ème rapport d'évaluation du GIEC
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (ou CNUDD)
R&D	Recherche & développement
UA	Union africaine
UNECA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique